

Communiqué de presse

Le temps presse : les partis fédéraux doivent s'engager à intégrer un régime universel d'assurance-médicaments à leur plateforme politique

Des Canadiens souffrent et meurent de maladies qui auraient pourtant pu être traitées.

Pour publication immédiate
le 15 avril 2011

TORONTO – En vue de l'élection fédérale, une coalition formée de groupes de patients, de chercheurs, de médecins et d'autres professionnels de la santé, d'organismes de services aux patients et d'activistes, dirigés par le Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT), a demandé aujourd'hui à l'ensemble des partis politiques fédéraux d'inclure un régime universel d'assurance-médicaments dans leur plateforme électorale et de s'engager à le mettre en œuvre. Un tel régime garantira que tous les Canadiens ont accès aux médicaments d'importance vitale ainsi qu'aux médicaments qui améliorent la qualité de vie, peu importe leur âge, leur situation financière ou leur lieu de résidence.

Au Canada, les programmes de couverture des médicaments – tantôt publics, tantôt privés – forment une mosaïque incomplète. Résultat : un nombre important de Canadiens tombent entre les mailles du filet. Louise Binder, présidente du CCSAT, met les partis fédéraux au défi de prendre une fois pour toutes les mesures qui s'imposent. « Trop de gens souffrent et meurent en raison de l'absence d'une volonté politique de remplacer un système devenu complètement inadéquat. Il est inacceptable et honteux qu'au Canada des gens soient contraints de dépenser des sommes exorbitantes, de vendre leur maison et de s'ensevelir sous les dettes pour payer leurs médicaments d'ordonnance. Cette situation est ni plus ni moins la démonstration de l'inefficacité du système de santé et témoigne de politiques économiques à long terme inadéquates. Il est plus que temps de mettre en place un régime universel d'assurance-médicaments », soutient Mme Binder.

Ce régime universel d'assurance-médicaments devra être régi par l'État. Moyennant un financement adéquat, ce régime devra permettre à l'ensemble des Canadiens qui ne disposent pas d'une couverture privée ou publique adéquate d'avoir accès à tous les médicaments, remèdes biologiques, appareils médicaux et aux autres traitements qu'exige leur état de santé et qui leur sont prescrits par des professionnels de la santé autorisés. Les régimes nationaux d'assurance-médicaments universels sont aujourd'hui la norme dans bien des pays industrialisés, notamment l'Autriche, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande. La seule raison pour laquelle les Canadiens ne disposent pas encore d'un régime aussi essentiel, qui permettrait de sauver un nombre incalculable de vies, est l'absence d'une volonté politique en ce sens. Plusieurs rapports ont recommandé la mise en œuvre d'un tel régime d'assurance-médicaments au Canada. Les politiciens n'ont pas exercé le leadership qui aurait permis de réaliser cet objectif. Tous les Canadiens peuvent être un jour aux prises avec une maladie ou une incapacité dont le traitement non couvert par aucune assurance publique ou privée, et conséquemment se retrouver face à d'importantes difficultés financières, ou pire, dans l'incapacité de payer les traitements dont ils ont besoin.

« Les programmes d'assurance-médicaments et de remboursement du prix des médicaments en place au Canada sont inadéquats et inéquitables, en particulier lorsqu'il s'agit de traitements nouveaux ou onéreux. De nombreux patients ne reçoivent pas les traitements dont ils auraient besoin parce que des programmes compliqués et inefficaces restreignent l'accès aux médicaments, au lieu de le faciliter. Un régime universel d'assurance-médicaments permettra de remédier à cette situation », assure Bill

Canadian Treatment Action Council (CTAC)

Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT)

Cameron, médecin spécialiste des maladies infectieuses à l'Hôpital d'Ottawa. « Le Canada doit établir ses priorités et de nouer des partenariats de façon à pouvoir rapidement offrir un régime d'assurance-médicaments à l'ensemble de ses résidents. »”

L'engagement des leaders fédéraux, provinciaux et territoriaux est nécessaire pour faire du régime universel d'assurance-médicaments une réalité. Le gouvernement fédéral transfère des fonds aux provinces pour les aider à payer les soins de santé et offre, par l'intermédiaire de divers programmes fédéraux, une assurance-médicaments à des milliers de Canadiens. La couverture des médicaments des autres Canadiens relève des provinces, des territoires et des assureurs privés. Des soins de santé adéquats et des politiques de santé intelligentes doivent obligatoirement être assortis d'un régime de couverture des médicaments qui permet aux gens d'avoir accès aux traitements dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin – les Canadiens ne méritent pas moins. Des négociations sont en cours en vue de renouveler l'Entente fédérale-provinciale-territoriale sur la santé. Le temps est venu pour les partis fédéraux de s'attaquer à cet enjeu crucial. Pour démontrer qu'ils ont la santé des Canadiens à cœur, les partis politiques doivent ajouter un régime universel d'assurance-médicaments à leur plateforme et s'engager à instaurer sans tarder un tel régime.

À propos du Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements (CCSAT)

Le CCSAT est une organisation non gouvernementale d'envergure nationale dirigée par et pour les personnes vivant avec le VIH/sida, y compris celles aux prises avec une co-infection. Par son travail, le CCSAT favorise l'élaboration de politiques publiques éclairées et sensibilise aux obstacles qui empêchent les personnes vivant avec le VIH/sida d'avoir accès aux traitements et aux soins de santé dont ils ont besoin. Le terme « traitement » s'applique aussi bien aux médecines occidentales et traditionnelles qu'aux médecines complémentaires et parallèles.

-30-

Contact médias

Louise Binder : 416-457-3179

Béatrice Cardin : 647-330-0114